

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

**CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE
(Cnam)**

**50, avenue du Professeur André LEMIERRE
75986 PARIS CEDEX 20
France**

OBJET DE LA CONSULTATION

**FOURNITURE DE TITRES DE TRANSPORT ET REALISATION DE PRESTATIONS
ASSOCIEES POUR LES ASSURES ET LES EVENTUELS ACCOMPAGNANTS PRIS EN
CHARGE PAR LES ORGANISMES DE L'ASSURANCE MALADIE, DANS LE CADRE
DU SERVICE TRAJET SANTE DE L'ASSURANCE MALADIE.**

AC/2025/1995

Sommaire

Article 1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 2	PARTIES CONTRACTANTES ET ORGANISMES BENEFICIAIRES	4
Article 3	PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
Article 4	PIECES CONTRACTUELLES	6
Article 5	CLAUDE DE NON EXCLUSIVITE.....	6
Article 6	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
Article 7	LIEU D'EXECUTION	7
Article 8	MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE	7
Article 9	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
Article 10	PERSONNEL DU TITULAIRE	8
Article 11	PRIX DE L'ACCORD-CADRE	9
Article 12	MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	11
Article 13	PENALITES.....	13
Article 14	OBLIGATION ET ENGAGEMENT DES PARTIES.....	14
Article 15	PROPRIETE DES RESULTATS	16
Article 16	CONFIDENTIALITE.....	16
Article 17	CLAUDE DE REEXAMEN	18
Article 18	REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	19
Article 19	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	20
Article 20	SOUS-TRAITANCE ET CESSION DU MARCHE.....	21
Article 21	PLAN DE PREVENTION	22
Article 22	REGULARITE FISCALE ET SOCIALE.....	23
Article 23	REFERENCES COMMERCIALES.....	23
Article 24	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	23

Article 25	DIFFERENDS ET LITIGES.....	24
Article 26	LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG	25

Article 1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet une prestation d'agence voyage portant sur la fourniture de titres de transport aériens, ferroviaires et maritimes relatifs aux déplacements pour soins des assurés et des éventuelles personnes accompagnantes ainsi que la réalisation de prestations associées dans le cadre du service Trajet Santé de l'Assurance Maladie.

Les prestations qui relèvent du Titulaire sont notamment :

- La gestion de l'achat et de la délivrance des billets ;
- La possibilité pour l'assuré de réserver son billet en online, sur une plateforme de réservation numérique, ou en offline ;
- La possibilité pour l'assuré de voyager en train, avion ou bateau ;
- De proposer le coût de transport le moins élevé pour l'Assurance Maladie ;
- La gestion de la dispense d'avance de frais totale ou partielle (l'assuré dans ce cas paie directement le ticket modérateur à l'agence) (2) ;
- La gestion de l'avance des frais par l'agence et du paiement différé, après facturation par la CPAM ou la CGSS, après facturation, en fin de mois.

L'outil de réservation en ligne « TSAM V2 » est mis à la disposition du Titulaire par la Cnam selon les modalités décrites dans le CCTP. Les prestations objet du présent accord-cadre sont définies précisément dans le CCTP.

Article 2 PARTIES CONTRACTANTES ET ORGANISMES BENEFICIAIRES

2.1 Parties contractantes

Les parties contractantes de l'accord-cadre sont :

- D'une part : la Cnam, signataire de l'accord-cadre, en charge du pilotage et du suivi des prestations pour le compte des organismes bénéficiaires ;
- D'autre part : le prestataire de services désigné dans le présent CCAP par le terme « le Titulaire »

2.2 Organismes bénéficiaires de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre concerne la branche maladie du régime général de la sécurité sociale.

Les organismes ci-dessous sont concernés par l'accord-cadre :

- La CPAM de Charente-Maritime ;
- La CPAM du Finistère ;
- La CPAM du Gard ;
- La CPAM de Loire-Atlantique ;
- La CPAM de Gironde ;
- La CPAM du Var ;

- La CGSS de Martinique ;
- La CGSS de la Guadeloupe ;
- La CGSS de Mayotte.

Ces organismes sont appelés « organismes bénéficiaires » dans les documents de l'accord-cadre.

NB : Le périmètre des organismes bénéficiaires est susceptible d'évoluer par l'intégration d'autres organismes bénéficiaires. Etant entendu que ces organismes respectent les dispositions de l'article L. 224-12 du Code de la Sécurité sociale. Les modalités d'ajout ou de modification des organismes bénéficiaires sont indiquées au présent CCAP.

Article 3 PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Procédure

La procédure de consultation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

S'agissant du réseau de l'Assurance Maladie, la Cnam est habilitée, en tant que Caisse Nationale, à passer pour son compte et celui d'organismes locaux des accords-cadres, et ce en application de l'article L. 224-12 du code de la Sécurité Sociale, modifié par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009.

3.2 Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conformément aux articles R. 2162-1 à R.2162-4-2°, R.2162-5 et R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre sera exécuté au fur et à mesure de la survenance des besoins au moyen des bons de commande qui seront émis directement par les organismes bénéficiaires auprès du Titulaire, conformément aux articles R. 2162-1 à R.2162-4-2°, R.2162-5 et R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il est dérogé au principe d'allotissement en application de l'article L.2113-11 point 2 du code de la commande publique car l'objet du accord-cadre ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Les prestations du présent accord-cadre sont traitées à prix unitaires.

3.3 Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum, conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique.

Le montant maximum est fixé à 46 100 000 € TTC.

Article 4 PIECES CONTRACTUELLES

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles énumérées infra et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les pièces contractuelles du présent accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière :
 - Annexe à l'acte d'engagement – Annexe financière (BPU)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des accords-cadres publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les bons de commande qui seront émis au fur et à mesure de la survenance des besoins ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Le mémoire technique du Titulaire.

Article 5 CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE

Un organisme bénéficiaire choisit, ou non, d'adhérer au présent accord-cadre. De ce fait, le Titulaire de l'accord-cadre ne bénéficie pas d'une exclusivité quant aux prestations objet de l'accord-cadre.

Article 6 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre à une durée de trois (3) ans ferme à compter de sa date de notification, renouvelable une (1) fois pour une durée d'un (1) an. Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique, la reconduction est tacite.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser la reconduction.

La Cnam se réserve le droit de ne pas procéder à la reconduction tacite de l'accord-cadre. Dans ce cas, le Titulaire de l'accord-cadre est informé par écrit de l'intention du représentant de la Cnam de ne pas reconduire l'accord-cadre au moins deux (2) mois avant la date d'échéance de chaque période. Cette décision est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et n'ouvre droit à aucune compensation ou indemnité au profit du Titulaire.

6.2 Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande comportent la durée pendant laquelle les prestations sont exécutées. Ils pourront être émis jusqu'au dernier jour du terme de l'accord-cadre, sans que leur durée d'exécution ne puisse excéder le délai de deux (2) mois à compter du terme de l'accord-cadre.

Article 7 LIEU D'EXECUTION

L'ensemble des prestations sera exécuté par le Titulaire en France métropolitaine et dans les DROM-COM.

Article 8 MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

L'organisme bénéficiaire émet le bon de commande au Titulaire.

Le bon de commande correspond à la transmission de la Demande d'Accord Préalable (DAP).

Les moyens de transmission des bons de commande peuvent évoluer en cours d'exécution de l'accord-cadre, à la demande des organismes bénéficiaires ou sur proposition du Titulaire soumise à l'acceptation de la Cnam.

Le bon de commande comprend les éléments suivants :

- Le nom, le numéro de Siret et l'adresse du Titulaire ;
- Le numéro de référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date d'émission de la commande ;
- La nature et la description des prestations (si connu) ;
- La date de début et de fin des prestations ;
- L'adresse de facturation ;
- La destination et le mode de transport (si connu) ;
- Les frais de gestion (si connu) ;
- Le montant € HT et TTC (si connu).

Il est à noter que les bons de commande pourront être modifiés et/ou complétés avec validation de l'organisme bénéficiaire suite à la prise de contact réalisée par l'assuré.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter la prestation, sauf cas de force majeure. Il est précisé que le manque de personnel disponible ne peut en aucun cas constituer un motif valable de refus d'exécution du bon de commande.

En cas de refus d'exécution d'un bon de commande non valablement motivé, le présent accord-cadre peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire dans les conditions fixées au présent CCAP.

Article 9 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification sont réalisées dès la fin de l'exécution des prestations dans les conditions fixées aux articles 27 et suivants du CCAG FCS.

A l'issue des opérations de vérification, il sera prononcé l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre. Les vérifications consistent à s'assurer que les prestations exécutées correspondent aux demandes exprimées.

L'admission des prestations ouvre droit à paiement.

Le cas échéant il peut être prononcé l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations dans les conditions mentionnées à l'article 30 du CCAG FCS.

Article 10 PERSONNEL DU TITULAIRE

10.1 Compétence

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par des intervenants de compétence et de qualification adaptées aux besoins de la Cnam et des organismes bénéficiaires, et à maintenir ce niveau tout au long de l'exécution des prestations, même en cas d'absence ou de départ du personnel dédié.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience.

En conséquence, le Titulaire s'engage à ce que son équipe :

- Ait des compétences constantes ;
- Soit homogène ;
- Soit disponible et réactive.

10.2 Absence prolongée, départ du personnel et remplacement

En cas d'absence prolongée ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire doit, sans délai, en aviser la personne responsable du suivi de la prestation et prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution de la prestation ne soit pas affectée.

A ce titre, le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétences équivalents dans les 10 jours ouvrés, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS. Ce remplaçant devra être opérationnel rapidement, et avoir été formé aux prestations attendues au titre du présent accord-cadre.

10.3 Récusation du personnel

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, la Cnam se réserve le droit de demander la récusation des personnels du Titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations. La Cnam doit alors préciser les raisons pour lesquelles elle souhaite récuser les personnels concernés.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans les conditions précisées au paragraphe précédent.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire, ou en cas de récusation des remplaçants par la Cnam, l'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues à cet effet par le présent accord-cadre.

10.4 Statut du personnel du Titulaire

Il est rappelé que les personnels du Titulaire demeurent ses salariés (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements ...). Le personnel du Titulaire demeure sous sa responsabilité juridique, son autorité hiérarchique et son contrôle.

A ce titre, pendant toute la durée de l'accord-cadre, le Titulaire fait son affaire personnelle :

- Des problèmes d'horaires et d'effectifs, pour l'observation de la législation du travail relatifs notamment à la durée du travail, aux repos hebdomadaires et complémentaires et aux congés annuels ou autres ;
- Des accidents de trajet ou du travail qui pourraient survenir du fait ou à l'occasion du présent accord-cadre ainsi que du règlement de toutes cotisations sociales exigibles afférentes à son personnel.

Ces règles s'appliquent aussi aux sous-traitants.

Article 11 PRIX DE L'ACCORD-CADRE

11.1 Généralités sur les prix

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires indiqués à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Ils correspondent aux frais de gestion facturés par le Titulaire pour chaque transaction, « online », « offline » et les éventuelles autres prestations. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des frais afférents à la réalisation des prestations décrites dans le CCTP.

En cas de modification de la législation fiscale au cours de la durée de l'accord-cadre, il sera fait application du taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie d'avenant.

11.2 Forme du prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au « mois zéro » qui correspond au mois de la date de notification de l'accord-cadre.

11.2.1 Pour les titres de transport aériens, ferroviaires, maritimes (tarifs hors annexe financière)

Les prix sont ajustables, à la hausse comme à la baisse, par référence aux tarifs publics du Titulaire, en vigueur à la date de la commande.

A ces prix ainsi déterminés s'appliquent toutes les taxes, la TVA à leurs taux respectifs en vigueur le jour de la livraison.

Le Titulaire :

- S'engage à faire bénéficier les organismes bénéficiaires du tarif le plus économique aux jours et lieux du déplacement ;
- Certifie que ses prix n'excèdent pas ceux pratiqués à l'ensemble de sa clientèle ;
- Fait bénéficier les organismes bénéficiaires des offres promotionnelles applicables à l'ensemble de sa clientèle ;
- S'engage à participer aux négociations tarifaires, menées par la Cnam, avec les sociétés de transport, qui doivent se conclure dans l'intérêt des organismes bénéficiaires.

Les remises sont appliquées à l'émission du billet.

11.2.2 Pour les frais de gestion (tarifs de l'annexe financière)

Les prix de l'accord-cadre sont établis aux conditions économiques du « mois zéro » qui correspond au mois de la date de notification de l'accord-cadre.

Les prix sont fermes la première année d'exécution de l'accord-cadre puis révisibles à la hausse comme à la baisse annuellement à la date d'anniversaire de notification du présent accord-cadre en cas de reconduction de celui-ci et par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I / I_0)$$

Dans laquelle :

- P : Prix révisé ;
- P₀ : Prix d'origine de l'accord-cadre ;
- I : dernière valeur de l'indice correspondant aux prestations « agences de voyages », connue à la date de révision
- I₀ : dernière valeur de ce même indice, connue à la date de notification de l'accord-cadre.

L'indice I utilisé est disponible sur le site de l'INSEE (www.indices.insee.fr), intitulé 3Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 79 – Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes – Prix de base – Base 2015 » - Identifiant : 010568046.

Les prix applicables aux bons de commande émis avant une révision et dont l'exécution chevauche la révision des prix de l'accord-cadre, ne bénéficient pas de ladite révision.

Pour appliquer la révision de prix, le Titulaire transmet à la Cnam l'annexe financière faisant apparaître la formule de révision, P₀ et P₁, au plus tard 30 jours avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

La révision des prix n'a pas à être constatée par voie d'avenant.

11.3 Clause de sauvegarde

L'augmentation annuelle des prix détaillés dans l'annexe financière du présent accord-cadre sera limitée à 5% à la hausse. En cas de dépassement, les parties conviennent de se réunir pour justifier ce dépassement. En cas de désaccord entre les parties, le pouvoir adjudicateur a la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Article 12 MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

12.1 Périodicité de la facturation et modalité de transmission des factures

A l'issue de la réception de la prestation, le Titulaire met à disposition pour chaque organisme bénéficiaire, la facture sur le portail public de facturation (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

En cas de réception d'une demande de paiement ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la Cnam en informe le Titulaire du rejet de sa demande de paiement par message généré via Chorus Pro et l'invite à adresser à nouveau via le portail une demande de paiement dûment rectifiée.

12.2 Mentions devant figurer sur les factures

Les factures devront comporter à *minima*, en application de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- Le taux de prise en charge (communiqué dans la DAP) ;
- Le numéro de Demande d'Accord Préalable (communiqué dans la DAP) ;
- Le FNPS identifiant ;
- Le numéro de PNR ;
- La compagnie ;
- La ville de départ et d'arrivée ;
- La date de départ ;
- Le type de billet (online / offline)
- Le mode de transport (train, avion, bateau) ;
- Le canal de réservation ;
- Le montant du billet en € TTC ;
- Le montant des frais d'agence en € HT ;
- Le montant de la TVA (le cas échéant) ;
- Le montant total en € HT et TTC.

12.3 Modalités de paiement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique.

Les prestations sont payables terme échu après acceptation de la facture par l'organisme bénéficiaire.

Les organismes bénéficiaires se libèrent des sommes dues en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre, ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire. Cette modification ne donnera pas lieu à la rédaction d'un avenant.

Les sommes dues par les organismes en exécution du présent accord-cadre sont réglées dans un délai de trente (30) jours calendaires maximum à compter de la réception de la facture.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues en application du présent accord-cadre fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du Titulaire :

- Au versement des intérêts moratoires qui courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

12.4 Avance et acompte

12.4.1 Retenue de garantie

Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

12.4.2 Acompte

Les règles relatives aux acomptes sont décrites aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

L'acompte rémunère un service fait. Le montant de l'acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, le Titulaire produira un décompte des prestations réalisées afférentes à sa demande d'acompte, qui sera vérifié et accepté par l'organisme bénéficiaire. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Le solde de la commande est versé par l'organisme bénéficiaire sur présentation d'une facture.

12.4.3 Avance

En application des articles R.2191-3 et R.2191-7 du code de la commande publique, une avance égale à 5% du montant de chaque bon de commande est accordée au Titulaire de l'accord-cadre lorsque son montant est supérieur à 50 000 € HT et sa durée d'exécution supérieure à deux (2) mois. Le montant de l'avance est porté à 10 % lorsque le titulaire est une PME au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique (article R.2191-7). Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans l'acte d'engagement.

Les modalités de calcul du remboursement de cette avance s'effectuent conformément aux dispositions des articles R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Article 13 PENALITES

Les pénalités dont le Titulaire est redevable sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire par la Cnam.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, aucune exonération des pénalités n'est accordée au Titulaire, sauf décision expresse de la Cnam.

13.1 Pénalités pour manquement ou retard dans l'exécution des prestations

La présente clause vise à sanctionner tout retard du Titulaire dans l'exécution de certaines obligations.

Le retard est constitué lorsque le Titulaire ne s'est pas acquitté de son obligation dans le délai contractuellement prévu.

Par dérogation aux modalités de calcul prévues à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard du fait exclusif du Titulaire dans l'exécution des prestations, le Titulaire encourt de plein droit et sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 100 € par manquement.

Toute journée commencée est calculée comme une journée de retard dans l'exécution de la prestation.

Les « pénalités de retard » peuvent être cumulées lors de l'exécution d'un même bon de commande.

13.2 Pénalités pour manquement aux exigences relatives au respect du RGPD

En cas de manquement aux exigences relative au respect du RGPD définies au présent CCAP, une pénalité de 200 € sera appliqué par manquement constaté.

13.3 Cumul et plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités pouvant être infligées au Titulaire ne peut excéder 10 % du montant du bon de commande concerné.

Si toutefois le montant total des pénalités dont le Titulaire est redevable dépasse ce plafond, la Cnam peut résilier l'accord-cadre, de plein droit et sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire dans les conditions prévues au présent CCAP.

13.4 Pénalités pour défaut de communication des pièces en cas de sous-traitance

Conformément à l'article 3.6.3 du CCAG FCS, le Titulaire de l'accord-cadre est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la Cnam, lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la Cnam, le Titulaire encourt une pénalité d'un montant forfaitaire de cent (100) euros H.T. par jour ouvré de retard.

Article 14 OBLIGATION ET ENGAGEMENT DES PARTIES

14.1 La Cnam et les organismes bénéficiaires

Devoir général d'information

La Cnam et les organismes bénéficiaires sont tenus de manière générale à une obligation de collaboration et d'information, et à ce titre, ils mettent à la disposition du Titulaire les informations et les outils qui lui sont nécessaires pour la bonne exécution des prestations du présent accord-cadre.

Protection des données

Avant toute intervention du Titulaire, et selon le type de la mission confiée, la Cnam devra exécuter les procédures de sauvegarde des données, fichiers et programmes destinées à éviter toute perte, destruction, altération, sauf à dégager la responsabilité du Titulaire.

14.2 Obligations et engagements du Titulaire

Outre l'obligation de mener à bien les prestations fixées à l'accord-cadre, le Titulaire a une obligation de qualité et de conformité des prestations, de confidentialité, et de conseil.

14.2.1 Qualité et conformité des prestations

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé, conformément aux usages professionnels et aux règles de l'art en vigueur.

La qualité et la conformité résultent notamment :

- Du respect des stipulations du présent CCAP et du CCTP ;
 - Du respect des délais d'exécution indiqués dans les bons de commande ;
- Des moyens proposés en ce qui concerne les qualifications nécessaires au bon exercice de la mission ;
- Du maintien des compétences internes.

14.2.2 Devoir de conseil et d'expertise

Le Titulaire est expressément tenu au rôle de conseil stratégique qui consiste notamment à :

- Proposer à la Cnam les solutions les mieux adaptées et les plus sécurisantes ;
- Informer la Cnam de l'existence de solutions technologiques innovantes ;
- Attirer l'attention de la Cnam lorsqu'il décèle des incohérences, des dysfonctionnements ou des surcoûts dans les différentes options retenues.

Au titre de son devoir de conseil, le Titulaire doit en particulier protéger au mieux les intérêts de la Cnam et l'informer des conséquences des décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre.

Les prestations de conseil sont comprises au titre de sa rémunération.

14.2.3 Conflits d'intérêts

Le Titulaire prendra les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective des prestations objet du présent accord-cadre.

Un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques, d'intérêts de toute nature susceptible de nuire à l'obligation de neutralité et de conseil sur le domaine concerné par le présent accord-cadre.

Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution de l'accord-cadre doit être signalé sans délai et par écrit à la Cnam. En cas de conflit de cette nature, le Titulaire de l'accord-cadre prend immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin.

La Cnam se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont appropriées et d'exiger, le cas échéant, que des mesures complémentaires soient prises dans le délai qu'elle prescrit.

Le Titulaire s'assure que les membres de son personnel ne se trouvent pas dans une situation pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts. Il remplace immédiatement, et sans exiger de la Cnam une quelconque compensation, tout membre de son personnel qui serait exposé à une telle situation.

Tout changement de forme juridique ou d'actionnariat du Titulaire intervenant lors de l'exécution de l'accord-cadre, doit être porté sans délai à la connaissance de la Cnam dans les conditions prévues au présent CCAP.

Le Titulaire s'abstient de tout contact de nature à compromettre son indépendance.

Le Titulaire répercute toutes les obligations pertinentes auprès des membres de son personnel ainsi qu'auprès des tiers participant à l'exécution du présent accord-cadre.

La Cnam se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'exécution des prestations pour lesquelles le risque de conflit d'intérêt ne pourrait être traité en application de la présente clause.

14.2.4 Documentation

Le Titulaire livre tous les documents en langue française.

Le prix de cette documentation est inclus dans les prix référencés en annexe financière de l'acte d'engagement de l'accord-cadre concerné.

14.2.5 Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande de la Cnam.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par la Cnam afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par la Cnam.

14.2.6 *Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail*

Le Titulaire s'engage à :

- Mettre tout en œuvre pour respecter, les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où la main-d'œuvre est employée ;
- Mettre tout en œuvre pour respecter, les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où la main-d'œuvre est employée.

Article 15 PROPRIETE DES RESULTATS

15.1 Cession exclusive des droits

En application de à l'article 35.1.1 du CCAG FCS, le Titulaire accorde au titre du présent article à la Cnam, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents de l'accord-cadre et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de l'accord-cadre.

15.2 Transfert de propriété

Les interventions du Titulaire dans le cadre du présent accord-cadre s'opèrent pour le compte de la Cnam. La réception définitive et le paiement des prestations entraînent le transfert de propriété.

Article 16 CONFIDENTIALITE

16.1 Définition

Par dérogation à l'article 5 du CCAG FCS, le terme « information confidentielle » recouvre toute information, de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrite ou orale), quel que soit son support (matériel ou dématérialisé), dont le Titulaire aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Ces informations confidentielles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

16.2 Propriété

Ces informations confidentielles restent la propriété de la Cnam ou des organismes bénéficiaires. Il en résulte que leur communication ne saurait être interprétée comme accordant un quelconque droit de propriété, une quelconque licence d'exploitation, d'utilisation, brevet, marque, modèle ou une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la Cnam ou de l'organisme bénéficiaire en faveur du Titulaire.

16.3 Obligations du Titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 et aux articles 34 et 35 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces informations confidentielles et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

A cet effet, il s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, pour toutes les informations dont ils pourront avoir connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre, et à ce titre :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet de l'accord-cadre ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf à en demander l'autorisation expresse à la Cnam et dans les limites strictement nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent accord-cadre ;
- Procéder à la destruction, en fin d'accord-cadre, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le Titulaire avise également ses éventuels sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

16.4 Responsabilité – dommages et intérêts en cas de non-respect de la clause

La Cnam se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements au titre des présentes, sans préjudice des sanctions administratives et pénales susceptibles d'être prononcées par les autorités compétentes, la Cnam se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre en application du présent CCAP, sans indemnité en faveur du Titulaire, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

16.5 Limites de responsabilité

Le Titulaire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une information confidentielle si celle-ci :

- Tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes ;
- Est connue du Titulaire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver ;
- A été reçue d'un tiers de manière licite sans violation de la présente clause.

Par ailleurs, si le Titulaire était obligé de communiquer une information confidentielle du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, il devrait le notifier à la Cnam, et sur demande de cette dernière, le cas échéant, coopérer pleinement avec elle afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Titulaire devra demander à ce que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou la juridiction concernée. A l'exception du cas de non-respect des dispositions présentes, aucune partie ne sera responsable des dommages résultant des divulgations imposées par injonction administrative ou judiciaire.

Article 17 CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié dans les conditions ci-dessous, sans que ces modifications viennent changer l'objet ou la nature globale du présent accord-cadre.

17.1 Réexamen du périmètre : modification ou ajout d'organismes bénéficiaires

En cours d'exécution de l'accord-cadre, la Cnam peut procéder à des modifications ou des ajouts d'organismes bénéficiaires.

La Cnam informe le Titulaire de son intention de modifier ou d'ajouter des organismes bénéficiaires en transmettant au Titulaire l'ensemble des impacts quantitatifs (financiers, volumétrie des déplacements...) liés à cet ajout ou modification.

Le Titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés pour accepter ou refuser l'ajout ou la modification.

L'absence de réponse dans le délai indiqué vaut acceptation du Titulaire.

Si la modification ou l'ajout est acceptée par le Titulaire, la nouvelle liste d'organismes bénéficiaire est intégrée au CCTP par voie d'avenant.

La modification ou l'ajout ne peut avoir pour effet de modifier les autres clauses de l'accord-cadre mise à part celle relative au montant maximum de l'accord-cadre qui pourra être réévalué dans les conditions définies à l'article 17.2 du présent CCAP.

17.2 Réexamen du montant maximal de l'accord-cadre

Afin de faire face à une évolution des consommations dont le fait générateur est la modification ou l'ajout d'organismes bénéficiaires entraînant une hausse significative des dépenses, la Cnam peut augmenter le montant maximal de l'accord-cadre.

L'augmentation du montant maximal de l'accord-cadre peut intervenir uniquement lorsque que le montant global des bons de commande émis dans le cadre de l'accord-cadre a atteint 70% du montant maximal.

L'augmentation ne peut excéder 30% du montant maximal de l'accord-cadre.

L'augmentation du montant maximal fait l'objet d'un avenant.

Article 18 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

L'exécution du présent accord-cadre peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la Cnam au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (art. 4 RGPD).

Or, le nouveau Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018, est venu fixer de nouvelles obligations pour les sous-traitants et notamment (art.28 et s. RGPD) d(e)' :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la Cnam, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Fournir, le cas échéant, à la Cnam ou à l'organisme bénéficiaire ou toute autorité d'enregistrement désignée, la liste exhaustive du personnel accédant aux données ;
- Apporter l'aide à la Cnam ou à l'organisme bénéficiaire, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc ; Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD) ;
- Mettre à disposition de la Cnam ou de l'organisme bénéficiaire toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Permettre à la Cnam ou à l'organisme bénéficiaire de gérer toutes les obligations relatives à l'exercice des droits ;

- Informer la Cnam et l'organisme bénéficiaire de toute instruction qui pourrait constituer une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018) ;
- Notifier à la Cnam et l'organisme bénéficiaire, au plus tard dans les 48h, toute suspicion de violation de données, accidentelle ou non, traitées pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (Art. 33 RGPD) ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la Cnam (Art. 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la Cnam lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la Cnam rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein de l'accord-cadre qui lie le Titulaire à la Cnam et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la Cnam (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité.

Ainsi, sur demande de la Cnam ou de l'organisme bénéficiaire, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) dans la mesure où le Titulaire est soumis à l'obligation d'en désigner un (Art. 37 RGPD).

Article 19 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

19.1 Réparation des dommages

Il est fait application de l'article 8 du CCAG FCS.

La responsabilité du Titulaire est notamment engagée lors :

- De la destruction de fichiers et d'informations de la Cnam ;
- De la divulgation de données personnelles en raison d'un manquement du Titulaire à ses obligations relatives à la protection et à la conservation des données traitées ;
- De dommages aux biens ou aux personnes lors de ses interventions ;
- Du préjudice lié au non-respect des délais.

En cas de préjudice subi en exécution du présent accord-cadre, la Cnam est en droit d'obtenir réparation. La Cnam n'aura pas à apporter la preuve du préjudice. Le montant des dommages et intérêts sera fixé par un expert désigné par la Cnam et accepté par le Titulaire ou soumis à l'appréciation souveraine des tribunaux.

19.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG FCS.

Le Titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable afin de garantir sa responsabilité à l'égard de la Cnam et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de sa police d'assurance à la Cnam lors de la signature du présent accord-cadre. A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la Cnam et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que la Cnam puisse faire valoir ses droits. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire.

Article 20 SOUS-TRAITANCE ET CESSION DU MARCHE

20.1 Sous-traitance

Il est fait application des articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

20.2 Cession de l'accord-cadre

La cession de l'accord-cadre ne peut avoir lieu qu'avec l'assentiment préalable de la Cnam.

Le Titulaire doit informer la Cnam de tout projet d'opération de restructuration de l'entreprise qui conduirait à la cession de l'accord-cadre à une personne morale tierce. Cette information devra intervenir dans les plus brefs délais et le Titulaire sera chargé de communiquer les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle personne morale à qui l'accord-cadre sera cédé, permettant d'attester que cette dernière remplit les conditions qui avaient été fixées par la Cnam pour la participation à la procédure de passation de l'accord-cadre initial.

La cession de l'accord-cadre ne peut avoir lieu qu'avec l'assentiment préalable de la Cnam.

La Cnam peut refuser la cession si celle-ci venait à remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du Titulaire initial de l'accord-cadre, ou à modifier substantiellement l'économie de l'accord-cadre.

L'acceptation de la cession de l'accord-cadre par la Cnam fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau Titulaire.

Un avenant n'est pas nécessaire dans les cas suivants :

- Reprise de l'accord-cadre par un administrateur judiciaire lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective ;
- Changement n'affectant pas la forme juridique de l'entreprise mais sa raison sociale ou sa domiciliation ;
- Changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale (par exemple : transformation d'une SARL en SA).

Néanmoins, tout changement de forme juridique ou d'actionnariat du Titulaire intervenant lors de l'exécution de l'accord-cadre doit être porté sans délai à la connaissance de la Cnam.

En cas de cession du présent accord-cadre, le Titulaire devra remettre à la Cnam, dès le jour d'effet de la cession de l'accord-cadre et sans formalités supplémentaires, tous les documents en sa possession concernant les prestations effectuées.

Article 21 PLAN DE PREVENTION

En application des articles R. 4511-4 et R. 4512-7 et suivants du Code du travail, un plan de prévention doit être établi pour toute opération à réaliser, de quelque nature qu'elle soit (travaux ou prestations de services), soit :

- Dès lors que l'ensemble des accord-cadres ou accords-cadres conclus pour la réalisation d'une même opération représente un nombre total d'heures de travail prévisible égal au moins à 400 heures sur une période inférieure ou égale à douze mois. Ce seuil de 400 heures (*) concerne toutes les entreprises extérieures concourant à cette opération, dont le présent Titulaire, ainsi que les entreprises sous-traitantes auxquelles le Titulaire et les autres entreprises extérieures peuvent faire appel. Il en est de même dès lors qu'il apparaît, en cours d'exécution des prestations, que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures.
- Lorsque l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation de l'opération à accomplir sont au nombre des travaux dangereux figurant sur une liste fixée par arrêté (Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R. 237-8 du code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi un plan de prévention.

(*) Pour vérifier la nécessité d'établir ce plan de prévention, le Titulaire fait connaître par écrit à la Cnam, consécutivement à la notification de l'accord-cadre : la date d'arrivée de ses équipes, la durée prévisible de leur intervention, le nombre prévisible de travailleurs affectés tant pour lui que pour ses sous-traitants pour la partie des travaux et ou prestations qui leur sont dévolus.

En cas de nécessité d'un tel plan, il sera établi par écrit (selon un modèle fourni par la Cnam), arrêté avant tout commencement d'exécution, et signé des deux parties à l'issue d'une inspection commune des lieux de travail. Cette inspection a pour objet d'analyser les risques pouvant résulter de l'interférence entre les diverses activités, les installations et les matériels des différentes entreprises, ainsi que ceux mis à disposition par la Cnam sur un même lieu de travail. Cette inspection doit être réalisée avec le référent Prévention désigné à la Cnam, dont les coordonnées seront précisées au Titulaire à la notification de l'accord-cadre.

Article 22 REGULARITE FISCALE ET SOCIALE

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

- En application des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail relatifs au travail dissimulé, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la Cnam les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française ;
- En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la Cnam la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à déposer par le Titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, par la Cnam, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Conformément aux articles L 2395-2, L 2341-6, L 2141-12 et L 2195-4 du code de la Commande Publique, en cas de non remise desdits documents, la Cnam peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, le présent accord-cadre, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, en application de l'article 24.2 du présent CCAP.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier. La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire.

Article 23 REFERENCES COMMERCIALES

Le Titulaire ne pourra faire référence au présent accord-cadre, qu'après accord préalable et exprès de la Cnam. Cet agrément s'effectuera au cas par cas.

Article 24 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des droits acquis par la Cnam au titre des prestations exécutées par le Titulaire.

La résiliation est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, la date portée sur l'accusé de réception faisant foi.

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG FCS.

24.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

La Cnam se réserve le droit de résilier pour motif d'intérêt général, le présent accord-cadre à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de deux mois.

Le Titulaire est indemnisé dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG FCS, étant à cet égard précisé que :

- Le Titulaire ne peut prétendre à aucune autre indemnisation que celle expressément mentionnée par cet article 40, à savoir (i.) l'indemnité forfaitaire de 5% et (ii.) l'indemnisation des frais et investissements strictement engagés pour les besoins de l'exécution de l'Accord-cadre (et des bons de commande) et non pris en compte dans les prestations rémunérées ;
- Le montant initial hors TVA du présent accord-cadre, au sens de l'article 40 précité, s'entend du montant global restant à exécuter des bons de commande émis par les organismes bénéficiaires et en vigueur au jour de la prise d'effet de la résiliation.

24.2 Résiliation pour faute du Titulaire

Après signature de l'accord-cadre, la Cnam peut résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire dans les cas suivants :

- En application de l'article 39.1 du CCAG FCS ;
- En application des autres cas répertoriés dans le présent CCAP.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité à ce titre.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle ni à l'application des pénalités prévues par le présent CCAP, ni à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées par la Cnam contre le Titulaire à raison de ses fautes.

Conformément à l'article 45 du CCAG FCS, la Cnam peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire.

Article 25 DIFFERENDS ET LITIGES

La Cnam et le(s) Titulaire(s) s'efforceront, avant toute saisine juridictionnelle, de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, dans les conditions décrites à l'article 46 du CCAG FCS.

Tout différend qui ne pourrait pas être résolu de façon amiable dans les conditions susvisées, sera soumis au Tribunal administratif compétent par la partie la plus diligente.

Article 26 LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, le présent CCAP ne comporte aucun récapitulatif des dérogations apportées au CCAG FCS.

En cas de contradiction entre les stipulations du présent CCAP et celles du CCAG FCS, les premières prévalent sur les secondes.